

4

**COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE DE DETAIL
ALIMENTAIRE (CP 202 GROUPE C)**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 6 JUILLET 1999 RELATIVE A LA
GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL MOYEN**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1 - La presente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employes des entreprises ressortissant a la competence de la commission paritaire pour les employes du commerce de detail alimentaire, groupe C.

Pour l'application de la presente convention collective de travail, on entend par "employes" : les employes masculins et féminins.

Article 2 - La presente convention collective de travail ne s'applique pas :

1. aux employes qui sont habituellement occupes au travail durant des périodes inférieures a un mois civil;
2. aux personnes occupees dans une entreprise familiale ou ne travaillent habituellement que des parents, des allies ou des pupilles sous l'autorité exclusive du pete, de la mere ou du tuteur.

Article 3 - La presente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 14 février 1994, relative a la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, rendue obligatoire par arrêté royal du 29 juin 1995, publié au Moniteur beige du 19 septembre 1995 comme elle a été conclue au sein de la Commission paritaire pour le commerce de detail indépendant, et reprise par aprse au sein de la Commission paritaire du commerce de detail alimentaire, groupe C par la convention collective de travail du 17 juin et du 5 septembre 1994, publié au M.B. du 20 janvier 1995.

CHAPITRE II - PRINCIPES

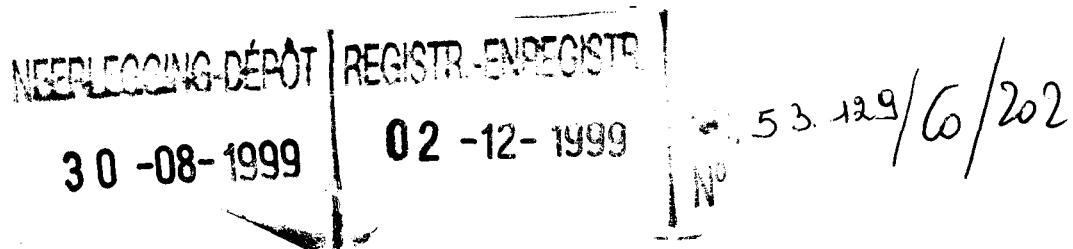
Article 4 - Un revenu minimum mensuel moyen de 43 371 F est garanti aux employes de 21 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail a temps plein.

Au 1 octobre 2001, ce revenu minimum mensuel moyen est augmente de 500F.

Article 5 - Un revenu minimum mensuel moyen de 44 589 F est garanti aux employes de 21 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail a temps plein et ayant six mois d'anciennete dans l'entreprise.

Un revenu minimum mensuel moyen de 45 968 F est garanti aux employes de 22 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail a temps plein et ayant douze mois d'anciennete dans l'entreprise.

Au 1 octobre 2001, ces revenus minimum mensuel moyen mentionnés ci-dessus sont augmente de 500F.



Article 6 - Les employes ages de moins de 21 ans accomplissant des prestations normales de travail a temps plein bénéficient d'un revenu minimum mensuel moyen égal aux pourcentages définis ci-après du revenu garanti fixé aux articles 4 et 5:

- a. a 20 ans 94 %
- b. a 19 ans 88 %
- c. a 18 ans 82 %
- d. a 17 ans 76 %
- e. a 16 ans et moins 70 %

Article 7 - Par prestations normales de travail a temps plein, on entend le travail effectivement fourni a concurrence de la duree du travail hebdomadaire, telle que prevue a l'article 19 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, modifiée par la loi du 20 juillet 1978.

Article 8 - Pour le personnel employe occupe a temps partiel, le revenu minimum mensuel moyen garanti, fixe aux articles 4, 5 et 6, est calculé proportionnellement a la duree de la prestation de travail mensuelle.

Article 9 - Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par revenu minimum mensuel moyen :

- la remuneration mensuelle garantie par les barèmes de remunerations fixes par la commission paritaire, les conventions collectives d'entreprises ou les contrats de travail individuels d'employes. Dans la remuneration mensuelle doivent être comprises aussi bien la partie fixe que la partie variable;
- l'équivalence mensuelle des primes et autres avantages, éventuellement payes en nature, accordes en vertu de conventions collectives de travail, de conventions d'entreprises, de contrats de travail individuels d'employes ou des usages.

Article 10 - Sont toutefois exclus pour la determination du revenu minimum mensuel moyen :

1. les complements pour le travail supplémentaire fixes par l'article 29, § 1er de la loi sur le travail du 16 mars 1971, modifié par la loi du 20 juillet 1978;
2. les avantages prevus par les dispositions de l'article 19, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en execution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
3. les primes ou indemnités accordées en contrepartie des frais reellement exposes par les employes;
4. les prestations sociales légales et complémentaires dues à l'occasion des périodes de suspension du contrat de louage de travail, telles que les indemnités de maladie, les allocations de chômage partiel et les simples et doubles pécules de vacances.

CHAPITRE III - MODALITES D'APPLICATION

Article 11 -

§ 1er - Au moment du paiement de la prime prevue au chapitre V de la convention collective de travail du 6 juillet 1999, conclue au sein de la commission paritaire pour les employes du commerce de detail alimentaire groupe c, fixant les conditions de travail et de remuneration, le décompte des remunerations mensuelles payees ainsi que des autres avantages accordes, dont question a l'article 9 de la presente convention collective de travail, pendant les douze mois precedents ou de la partie de ces douze mois reellement accomplie, est établi.

9

§ 2 - Lorsque le decempe dont question au § 1er est inférieur au total des montants mensuels du revenu minimum mensuel moyen garanti par la presente convention collective de travail pour la période pour laquelle le decempe mentionné au § 1er a été établi, la difference est payee sous forme de complement au moment du paiement de la prime dont question au chapitre V de la convention collective de travail du 6 juillet 1999, mentionnee au § 1er.

§ 3 - En cas de cessation de l'exécution du contrat de travail avant la date prevue par le present article, le réajustement éventuel s'effectue au moment meme de la cessation.

Article 12 - Pour les employes dont les remunerations sont totalement ou partiellement variables, le revenu minimum mensuel moyen est calculé sur la base de la moyenne des revenus mensuels des douze derniers mois ou de la partie de ces douze mois réellement accomplie.

Pour la determination du revenu minimum mensuel moyen, il est fait abstraction des mois de travail incomplets.

CHAPITRE IV - LIAISON A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Article 13 - Le montant du revenu minimum mensuel moyen fixe aux articles 4 et 5 correspond a l'indice de reference 102,10, pivot de la tranche de stabilisation 110,10- 104,14.

Moyennant le respect des dispositions contenues dans l'arrete royal n° 156 modifiant la loi du 2 aout 1971 organisant un regime de liaison a l'indice des prix a la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions a charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de remuneration a prendre en consideration pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matiere sociale aux travailleurs indépendants et l'arrete royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matiere de moderation des remunerations, le revenu minimum mensuel moyen est lie a l'évolution de l'indice des prix a la consommation, conformément aux dispositions du chapitre IV de la convention collective de travail du 6 juillet 1999, mentionnee a l'article 11, § 1er.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 14 - La presente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Article 15 - Elle ne peut être dénoncée que par une des parties signataires et ce moyennant un preavis de trois mois notifié par lettre recommandée a la poste, adressée au president de la commission paritaire pour les employes du commerce de detail alimentaire (CP 202 groupe c) et aux organisations signataires de la presente convention collective de travail.

Article 16 - Ce preavis prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il est notifié.

Article 17 - L'organisation qui prend l'initiative de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer simultanément des propositions constructives que les autres organisations s'engagent a discuter au sein de la Commission paritaire dans le delai d'un mois de la reception.

Article 18 - En cas de non-conclusion a l'expiration du delai de preavis, les avantages et les obligations découlant de la presente convention collective de travail continuent a avoir leurs effets envers les employeurs et les employes visés a l'article 1er, jusqu'au moment de la conclusion d'une nouvelle convention collective de travail avec un maximum de douze mois prenant cours a l'expiration du delai de preavis.

4

**PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE KLEINHANDEL IN VOEDINGSWAREN (PC
202 GROEP C)**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 6 JULI 1999 BETREFFENDE DE WAARBORG
VAN EEN GEMIDDELD MINIMUM MAANDINKOMEN**

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder werknemers verstaan het mannelijk en vrouwelijk bedienden-personeel.

Artikel 2 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing :

- a. op de bedienden die gewoonlijk zijn tewerkgesteld gedurende een periode welke minder dan een kalendermaand bedraagt;
- b. op de personen die zijn tewerkgesteld in een familieonderneming waar gewoonlijk alleen bloedverwanten, aanverwanten of pleegkinderen arbeid verrichten onder het uitsluitend gezag van de vader, de moeder of de voogd.

Artikel 3 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het gewaarborgd minimum maandinkomen van 14 februari 1994 algemeen verbindend verklaard door het KB van 29 juni 1995 gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 19 September 1995, zoals deze werd afgesloten in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel en nadien werd overgenomen door het Paritair Comité voor de bedienden in de kleinhandel in voedingswaren (PC 202 Groep c) door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juni en 5 September 1994, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 20 januari 1995.

HOOFDSTUK II - BEGINSELEN

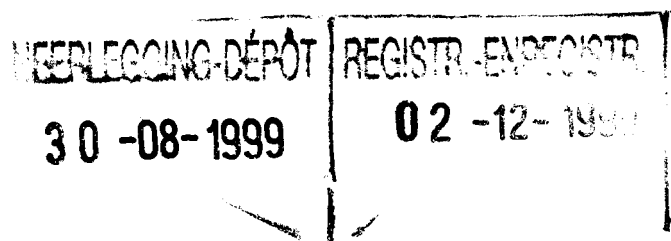
Artikel 4 - Een gemiddeld minimum maandinkomen van 43 371 fr. wordt gewaarborgd aan de bedienden van 21 jaar of ouder die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren.

Op 1 oktober 2001 worden dit gemiddeld minimum maandinkomen verhoogd met 500 fr.

Artikel 5 - Een gemiddeld maandinkomen van 44.589 fr. wordt gewaarborgd aan de bedienden van 21 jaar of ouder, die normale arbeidsprestaties leveren en zes maanden ancienniteit hebben in de onderneming.

Een gemiddeld minimum maandinkomen van 45.968 fr. wordt gewaarborgd aan de bedienden van 22 jaar of ouder, die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren en twaalf maanden ancienniteit hebben in de onderneming.

Op 1 oktober 2001 worden deze twee bovengemelde gemiddelde minimum maandinkomens verhoogd met 500 fr.



Artikel 6 - De bedienden van minder dan 21 jaar, die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren, hebben recht op een gemiddeld minimum maandinkomen dat gelijk is aan navolgende percentages van het gewaarborgd inkomen bepaald bij de artikelen 4 en 5 :

- a. op 20 jaar : 94 %
- b. op 19jaar : 88 %
- c. op 18jaar : 82 %.
- d. op 17jaar : 76 %
- e. op 16 jaar en minder : 70 %

Artikel 7 - Onder normale voltijdse arbeidsprestaties worden verstaan de werkelijk geleverde arbeid, ten belope van de wekelijkse arbeidsduur, zoals deze is vastgesteld bij artikel 19 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1978.

Artikel 8 - Voor het bediendepersoneel dat met onvolledige dienstbetrekking is tewerkgesteld, wordt het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, bepaald in de artikelen 4, 5 en 6 berekend naar rata van de duur van de maandelijkse arbeidsprestatie.

Artikel 9 - Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder gemiddeld minimum maandinkomen verstaan :

- het maandloon dat is gewaarborgd door de loonschalen welke zijn vastgesteld door het Paritair comite, de collectieve ondernemingsovereenkomsten of de individuele arbeidsovereenkomsten voor bedienden. In het maandloon moet zowel het vaste als het veranderlijke gedeelte worden begrepen;
- de tegenwaarde per maand van de premies en andere voordelen, eventueel in natura betaald, welke worden toegekend krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten, ondernemingsovereenkomsten, individuele arbeidsovereenkomsten voor bedienden of de gebruiken.

Artikel 10- Worden evenwel uitgesloten voor de bepaling van het gemiddeld minimum maandinkomen:

1. de aanvullingen voor overwerk bepaald door artikel 29, § 1 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1978;
2. de voordelen welke worden bedoeld in de bepalingen van artikel 19, §2 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
3. de premies of vergoedingen welke worden uitgekeerd wegens werkelijke door de bedienden gedragen kosten;
4. de wettelijke en aanvullende sociale prestaties die worden toegekend naar aanleiding van schorsingsperiodes van de arbeidsovereenkomst zoals ziekte-uitkeringen, werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid, enkel en dubbel vakantiegeld.

HOOFDSTUK III - TOEPASSINGSMODALITEITEN

Artikel 11

§ I - Op het ogenblik van de betaling van de premie voorzien in hoofdstuk V van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 1999, gesloten in het Paritair comite voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren (PC 202 groep C), tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, wordt een afrekening opgemaakt van de betaalde maandlonen alsook van de andere toegekende voordelen, waarvan sprake in artikel 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, gedurende de voorafgaande twaalf maanden of het effectief gepresteerde gedeelte van deze twaalf maanden.

§ 2 - Wanneer de afrekening waarvan sprake in § 1 lager is dan het totaal van de maandbedragen van het gemiddeld minimum maandinkomen dat wordt gewaarborgd door deze collectieve arbeidsovereenkomst voor de periode waarvoor de afrekening vermeld in § 1 werd opgemaakt, wordt het verschil als complement betaald op het ogenblik van de betaling van de premie waarvan sprake in hoofdstuk V van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 1999, vermeld onder § 1.

§ 3 - In geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor de in dit artikel voorziene datum wordt de gebeurlijke aanpassing gedaan op het ogenblik zelf van de beëindiging.

Artikel 12 - Voor de bedienden die volledig of gedeeltelijk met een veranderlijk loon worden betaald, wordt het gemiddeld minimum maandinkomen berekend op basis van het gemiddelde van de maandinkomens van de laatste twaalf maanden of op het effectief gepresteerde gedeelte van deze twaalf maanden.

Voor de bepalingen van het gemiddeld minimum maandinkomen wordt geen rekening gehouden met onvolledige werkmaanden.

HOOFDSTUK IV - KOPPELING AAN HET INDEXCIJFER DER CONSUMTIEPRIJZEN

Artikel 13 - Het bedrag van het gemiddeld minimum maandinkomen vastgesteld in de artikelen 3 en 4 staat tegenover het referte-indexcijfer 102,10, spil van de stabilisatieschijf 110,10- 104,14.

Mits in acht name van de beschikkingen van het koninklijk besluit nr. 156 tot wijziging van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmede rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld en het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging, is het gemiddeld minimum maandinkomen gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 1999, vermeld in artikel 11, § 1.

HOOFDSTUK V - SLOTBEPALINGEN

Artikel 14 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Artikel 15 - Zij mag slechts worden opgezegd door een van de ondertekenende partijen en zulks mits een opzegging van drie maanden welke wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren (PC 202 Groep C) en aan de ondertekenende organisaties van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 16 - Deze opzegging neemt een aanvang op de eerste dag van de maand welke volgt op deze waarin zij wordt betekend.

Artikel 17 - De organisatie welke het initiatief neemt van de opzegging moet de redenen ervan opgeven en gelijktijdig opbouwende voorstellen neerleggen welke door de andere organisaties in het Paritair comité moeten worden besproken binnen een termijn van een maand na hun ontvangst.

Artikel 18 - Bij ontstentenis van een akkoord voor het verstrijken van de opzeggingstermijn blijven de voordelen en verplichtingen welke voortvloeien uit deze collectieve arbeidsovereenkomst hun uitwerking hebben ten overstaan van de werkgevers en bedienden die zijn bedoeld in artikel 1, tot op het ogenblik dat een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst met een maximumtermijn van twaalf maanden, te rekenen vanaf het verstrijken van de opzeggingstermijn, wordt gesloten.